
Algérie 2012 Célébrer l'Indépendance sans les Algériens

*Mathilde Cazeaux**

2012 a sonné les cinquante années de l'indépendance de l'Algérie et la dixième année en poste de l'actuelle ministre de la Culture. Culture et politique ne sont jamais bien éloignées l'une de l'autre, et cela est peut-être particulièrement vrai en Algérie. Ce postulat expliquerait-il ce que certains acteurs dénoncent comme la désertion du champ culturel, en parallèle avec le désengagement politique croissant des Algériens ? C'est en tout cas ce qui ressort de cette année du Cinquantenaire, qui, si elle a étincelé de mille et une manifestations artistiques et scientifiques, promues par les institutions officielles, semble avoir étrangement laissé à l'écart les Algériens eux-mêmes.

« Une politique volontariste, des institutions et des budgets conséquents »¹

Après la période faste des années 1970-1980, dont bien des intellectuels restent nostalgiques bien qu'elle fût déjà marquée par une forte emprise du politique, la décennie noire a porté un coup très dur à la vie culturelle algérienne. Cibles privilégiées, les artistes, savants et intellectuels ont pour un grand nombre été assassinés ou contraints à l'exil, et peu sont revenus. L'activité culturelle a donc été mise à mal non seulement par la disparition d'une génération de ses acteurs mais également par la persistance d'habitudes de vie fondées sur la crainte et le confinement ; l'état d'urgence n'a en effet été officiellement levé qu'en 2011 et, même s'il n'est pas formalisé, un couvre-feu s'est spontanément établi qui limite les sorties en soirée, notamment du fait de l'arrêt de la plupart des transports collectifs à partir de 19h. Cependant, malgré la rémanence de ces facteurs, l'augmentation impressionnante du budget du Ministère de Mme Khalida Toumi, multiplié par sept entre 2003 et 2011, témoigne de ce que les autorités sont loin de se désintéresser de la question culturelle, bien au contraire.

La loi de finances 2012 a alloué au ministère de la Culture un budget de plus de 19,5 milliards de dinars. Cela représente à peu près 250 millions de dollars, un peu moins de 200 millions d'euros. Si l'on y ajoute l'enveloppe attribuée à l'occasion de la célébration du Cinquantenaire de l'indépendance, la somme

* Université Paul-Valéry Montpellier III.

1. Communiqué du Ministère de la Culture en réponse à A. Kessab, paru dans *El Watan Week-end*, le 18/11/2011.

s'élève à pas moins de 560 millions de dollars, ce qui en fait le budget culturel le plus important d'Afrique.

Les feux d'artifice du Cinquantenaire

Une telle profusion, rendue possible par l'économie de rente, a permis d'alimenter un très grand nombre de manifestations, d'autant plus que le ministère de la Culture n'était pas le seul en charge des festivités : de nombreux ministères et institutions ont été dotés pour l'occasion de moyens supplémentaires pour un total avoisinant les 2 milliards de dollars (Aït Mouhoub, 2012).

Un Cinq juillet retentissant

Tout d'abord, les jours précédant et suivant le 5 juillet, date officielle de la proclamation de l'indépendance, ont été fêtés en musique : à Alger, l'esplanade de Riadh el-Feth, surplombée par le Monument au Martyr, a été occupée du 2 au 18 juillet par le festival « l'Été en musique ». La soirée d'ouverture en a été confiée au chanteur pop berbérophone Ali Amran, actuellement résident en Finlande, et le très célèbre groupe de rap 113, né à Vitry-sur-Seine. Par la suite, à la veille du 5 juillet, c'est un « Mega Concert » [sic] qui a été proposé au public pour l'accompagner jusqu'au petit matin. En choisissant de mettre l'accent sur certains types de musique, raï, rap et pop², les décideurs ont opéré un choix qualifié par beaucoup de démagogique, mais dont l'efficacité reste malgré tout à prouver, si l'on en croit l'interpellation ingénue de Rim'K, leader de 113, aux spectateurs, lors de la soirée d'ouverture des festivités anniversaires : « *Salam aleikoum !* Je vous remercie de nous avoir invités. Même si vous n'êtes pas nombreux, c'est pareil ! Qu'on soit 2, 20, 200, 2000 ou 20 000, on chantera avec le même respect du public, la même rage et la même énergie ! » On peut en effet regretter que le triomphe de l'Algérie démocratique et populaire n'ait pas suscité une plus grande participation du peuple d'Alger.

Cette ambiance musicale et festive a été programmée à travers tout le territoire national, notamment dans les *wilayate* du Sud, dotées elles aussi de « concerts non-stop » lors de la nuit du 4 au 5. En Kabylie, région qui revendique avec force son identité berbère, la Direction de la culture de Tizi-Ouzou a dispensé quarante concerts dans pas moins de douze centres urbains entre le 4 et le 9 juillet, doublés d'un Festival africain de danses folkloriques.

Clou des cérémonies officielles, le spectacle organisé par le Ministère des *Moudjahidine* (Anciens combattants) : intitulée *les Héros du destin, les Bâtisseurs de la gloire* et représentée au Théâtre de verdure de Sidi Fredj, lieu du débarquement des Français en 1830, cette comédie musicale a réuni 800 artistes sous la direction du chorégraphe libanais Abdelhalim Caracalla ; l'objectif, selon le site officiel du Ministère, était de figurer de façon symbolique « l'évolution de l'Algérie à travers son histoire plusieurs fois millénaire ». Symboliquement, la réalisation en a effectivement dit long sur le récit mis en place par les institutions officielles : malgré la longue durée assumée, l'histoire de l'Algérie semble pourtant ne commencer qu'avec le combat de l'Émir Abd el-Kader². Mêlant images d'archives et compositions chorégraphiques grandioses, le spectacle a

2. On pourra trouver des images du spectacle sur le blog du Figaro : <http://blog.lefigaro.fr/algérie/2012/07/-le-president-abdelaziz-bouteflika.html>.

retracé les étapes glorieuses de la naissance de l'Algérie indépendante et le rôle des différents chefs d'État, notamment Houari Boumediene et Abdelaziz Bouteflika, homme de la réconciliation nationale, à qui était consacrée la deuxième moitié du spectacle et qui, à la fin, s'est avancé sur scène pour recevoir sur ses épaules une très belle cape brodée d'or, tissée au Liban. L'accent a été mis sur les grands actes de ces présidents : la réforme agraire, la santé gratuite, la réconciliation nationale, tout en gardant dans l'ombre les autres acteurs, notamment les penseurs et les artistes, ainsi que les heures moins heureuses comme l'assassinat de Boudiaf ou encore les événements d'octobre 1988. Close sur un gigantesque feu d'artifice, cette fresque a par la suite voyagé dans les grands centres du pays, et a été représentée à plusieurs reprises à Oran, Constantine et au Festival de Timgad : un budget de 20 millions de dollars, selon le quotidien *El Watan*.

Du 5 juillet 2012 au 5 juillet 2013 : une année de festivités

Mais au-delà des fastes du Cinq juillet, c'est tout au long de l'année que les membres du gouvernement ont affirmé vouloir officiellement manifester l'éclat de l'Algérie indépendante à grand renfort d'événements artistiques et scientifiques nationaux et internationaux³.

Un grand nombre de manifestations préexistantes ont adapté leur thématique à la célébration de l'indépendance. Les rétrospectives, « 50 ans d'affiches de cinéma algérien », ou encore « 50 ans d'édition algérienne » pour le Salon international du livre d'Alger (SILA), ont fait florès, ainsi que les slogans *ad hoc* : ce dernier s'est déroulé sous le slogan « Mon livre, ma liberté », le Festival culturel international de la danse contemporaine sous celui de « Mouvements en liberté ». À Constantine, la 9^e édition du Colloque international sur le soufisme s'est penché pendant quatre jours, du 18 au 21 décembre, sur la dimension spirituelle du combat émancipateur, montrant « le soufisme en tant que vecteur de valeurs de justice, d'égalité et de charité [...] œuvrant pour le droit des peuples à l'indépendance, à la liberté et à l'autodétermination ainsi qu'à l'abjuration du colonialisme et de ses valeurs inhumaines »⁴. Cet inflexionnement naturel s'est également répercuté à l'échelle locale, pour les festivals de théâtre, de chant et de musique de diverses régions.

D'autres événements ont été programmés spécialement pour l'occasion, notamment un grand nombre de colloques universitaires. L'histoire, présentée comme fondement de l'identité algérienne, y constituait l'enjeu majeur des débats, comme on pouvait l'attendre lors d'une année anniversaire. Deux institutions publiques, la Bibliothèque nationale algérienne (BNA) et le Centre national de recherches préhistoriques, anthropologiques et historiques (CNRPAH), s'en sont partagé l'organisation. Une série de colloques « sur le mouvement national et la guerre de libération nationale » a été déclinée dans

3. Ainsi, M. Mohamed Cherif Abbas, ministre des Moudjahidine, a-t-il déclaré lors de l'émission télévisuelle « Rencontre avec la presse » en juin 2012 : « La célébration du 50^e anniversaire du recouvrement de notre indépendance nationale rend nécessaires la jonction de tous les efforts, la mobilisation de toutes les énergies, pour conférer à cet événement grandiose, la signification qui lui sied et l'intérêt qui doit lui être consenti. »

4. Extrait de l'argumentaire du colloque, disponible en ligne à l'adresse <http://www.cnrpah.org/data/50/col03/abstract.pdf>.

les différentes *wilayates* : « colloque sur le mouvement national et la guerre de libération nationale à Batna et sa région » en novembre, « à Bejaïa et sa région » en décembre, « à Aïn-Defla et sa région » en février 2013, etc.

Les trois colloques majeurs du CNRPAH étaient articulés autour des problématiques de la décolonisation : la rencontre Franz Fanon, tenue en décembre pour le 51^e anniversaire de la disparition du psychiatre, a puisé dans la conjoncture une réflexion sur les ressorts de la domination. Le colloque « Littérature et Histoire », organisé les 28 et 29 septembre en marge du SILA, a regroupé une trentaine d'intervenants au Hilton d'Alger, dans des séances présidées par des écrivains de renom tels que Rachid Boudjedra ou Waciny Laredj. Dans ce cadre très officiel, le salon ayant été inauguré en présence du Président lui-même, et le colloque clos par Mme Khalida Toumi et Jean-Pierre Chevènement, président de l'association France-Algérie, les participants ont interrogé le traitement littéraire de la matière historique, mais également engagé un regard critique sur l'élaboration des récits de mémoire.

Au mois de juillet, la même institution a présenté un important colloque portant comme titre ambitieux et plein d'espoir : « 50 ans après, libérer l'histoire ». L'existence de telles problématiques et la percée d'une volonté critique témoigne du combat quotidien de certains universitaires pour émanciper le champ historique de la tutelle de l'État. Cependant, le fait que le pouvoir en place, commanditaire immédiat de ces manifestations, se proclame héritier direct des combattants de la période commémorée⁵, pèse inévitablement sur l'ensemble de ces manifestations. En parallèle, le quotidien *El Watan* a organisé du 5 au 7 juillet un colloque international intitulé « Cinquante ans après l'indépendance : quel destin pour quelle Algérie ? », avec deux objectifs : d'une part, dresser un bilan critique de l'indépendance, et d'autre part sortir du « face-à-face franco-algérien et privilégier les nouvelles recherches historiques » (Benfodil, 2012).

Le volontarisme étatique en matière de récit historique s'est également traduit par un investissement massif dans l'édition et la production cinématographique et théâtrale. Ainsi, le *Programme du Ministère de la Culture au titre du cinquantième anniversaire de l'indépendance* annonce un programme d'aide pour l'édition ou la réédition, en 1 500 exemplaires chacun, de 1 001 titres concernant l'histoire de la guerre de Libération et l'acquisition par la BNA d'ouvrages étrangers traitant de la question ; s'y est ajoutée la promesse du Ministère des *Moudjahidine* de publier, rééditer ou traduire 500 ouvrages traitant de la Révolution. Ce sont également 31 films, dont 20 documentaires, qui seront financés entre juillet 2012 et juillet 2013 par le Ministère de la Culture. Du côté du spectacle vivant, et toujours autour des acteurs de la lutte de Libération, pas moins de 50 œuvres ont été programmées et parfois accompagnées d'expositions et de conférences dans un but pédagogique, notamment au début de l'année scolaire, à Alger, Mostaganem et Bejaïa.

5. Comme il est précisé dans le préambule de la Constitution : « Réuni dans le mouvement national puis au sein du Front de Libération Nationale, le peuple a versé son sang pour assumer son destin collectif dans la liberté et l'identité culturelle nationale retrouvées et se doter d'institutions authentiquement populaires. Couronnant la guerre populaire par une indépendance payée du sacrifice des meilleurs de ses enfants, le Front de Libération Nationale, restaure enfin, dans toute sa plénitude, un État moderne et souverain ».

Il reste à s'interroger sur le récit construit et diffusé par ces divers biais, et en particulier à se demander si des interactions ont réellement pu être nouées entre ces réalisateurs et la recherche universitaire nationale et internationale récente. Il semble néanmoins que ces productions ne soient guère entrées en dissonance avec le discours idéologique le plus répandu, à la gloire inconditionnelle d'un FLN et d'un peuple soudés dans un combat univoque. Galvaniser la production de l'industrie culturelle est un des objectifs remplis de ce Cinquantenaire ; reste à savoir s'il en a été de même pour la créativité.

Scintillements ordinaires

Il faut dire que l'Algérie n'a pas besoin d'occasion particulière pour fourmiller d'événements culturels. Bien entendu, ce budget exceptionnel a permis un déploiement supplémentaire d'activités, venues s'ajouter à un calendrier déjà habituellement chargé. Théâtre, musique, arts plastiques et visuels, les institutions étatiques produisent chaque année une liste impressionnante de festivals en tout genre. Les festivals internationaux permettent de resserrer les liens entre les acteurs culturels algériens ainsi que d'inviter à grands frais des intervenants du monde entier, qui véhiculent en retour une image positive du pays à l'étranger : la 6^e édition du Festival d'Oran du film arabe (FOFA) a été l'occasion d'une grande parade d'officiels, tandis que la 2^e édition du Festival international de cinéma d'Alger, consacrée au cinéma engagé, a proposé, du 2 au 13 décembre, une vingtaine de films et documentaires de quatorze pays, dont seulement trois algériens. Au mois d'octobre, le Festival de la Bande dessinée d'Alger a proposé une semaine d'expositions, rencontres, concours et ateliers, d'une grande qualité, avec notamment l'intervention du Gabonais Pahé, et a abouti à la création de cinq albums.

La musique reste la grande privilégiée : en parcourant les calendriers culturels de l'Algérie, on est frappé du foisonnement de festivals à elle dédiés et de la qualité des intervenants. Le Festival culturel international de musique symphonique, impliquant des ensembles venus de 23 pays, s'est ouvert au Théâtre national d'Alger (TNA) devant une salle comble. Mais ce sont surtout les genres traditionnels qui sont mis à l'honneur : Oran a accueilli le 5^e Festival de la chanson oranaise en juin 2012, Alger a reçu, entre autres, le Festival de musique gnaouie et le 6^e Festival international de la musique andalouse et des musiques anciennes, Tlemcen le 4^e Festival international de musique diwane, sans compter les Festivals de Djemila et de Timgad, qui investissent de prestigieux sites antiques.

Parallèlement, du Festival de musique et danse diwane de Taghit au Festival de musique amazighe de Tamanrasset, il n'est pas une région qui n'ait son festival local ou national officiel, destiné à mettre en valeur la diversité du patrimoine matériel et immatériel algérien. La pratique des rencontres inter-*wilayates* témoigne de ce même souci de préservation des folklores locaux : grâce à cela, bien que n'ayant jamais ratifié la Convention de l'Unesco pour la protection et la promotion de la diversité culturelle (2005), l'Algérie a pu être présentée dans les travaux d'élaboration de cette dernière comme une « vitrine de la diversité culturelle » (Kessab, 2010).

On le voit, sur le papier, l'Algérie n'est pas en reste et les rubriques « Culture » des journaux sont rarement en mal d'inspiration. « En juillet 2013, l'Algérie aura dépensé quelque 2 milliards de dollars pour marquer le cinquantenaire de l'indépendance. C'est un budget important pour inculquer aux nouvelles

générations l'esprit de la guerre de Libération nationale, c'est aussi la fête du peuple algérien », affirmait une source des services du Premier Ministre, selon un article paru dans *El Watan Week-end* le 6 juillet 2012⁶.

La manne des hydrocarbures permet de financer une politique culturelle qui multiplie à l'envi les événements aux titres ambitieux et aux budgets colossaux pour des manifestations le plus souvent gratuites. Héritier et dépositaire de la victoire du peuple algérien aux yeux du monde comme à l'intérieur, le régime voit dans le Cinquantième de l'indépendance l'occasion de mettre en scène un récit historique officiel qui justifie pleinement le postulat de départ. Ainsi, l'image renvoyée par les différents spectacles ou débats proposés par les institutions officielles n'a guère varié en cette année 2012 : dans ce discours, le peuple algérien présente certes une grande variété de particularismes culturels et régionaux mais il participe en réalité d'une identité unique, dont la reconnaissance a été, tout au long de la guerre de Libération, unanimement confiée au parti qui en était et en demeure la plus parfaite expression : le Front de libération nationale.

Le citoyen face à la culture officielle : une rupture consommée

Cependant, pour beaucoup de ces manifestations, la communication et l'information semblent avoir été déficientes et les observateurs sont nombreux à dénoncer dans le festival « *el festi* » (« le leurre, l'illusion », en arabe algérien)⁷ et le désert culturel auquel se heurtent les Algériens dans la vie de tous les jours, derrière le miroitement des événements fastueux.

Une politique culturelle verrouillée

On l'a vu, sur le plan quantitatif, la vie culturelle algérienne se porte bien. Mais se pose la question des objectifs, de la viabilité et surtout des destinataires d'une stratégie qui tend à réduire à la portion congrue les initiatives de la société civile.

« *Sous le haut patronage...* »

On l'a dit, ces dix dernières années ont connu une hausse considérable du budget de la Culture, bien qu'il reste encore, comme Mme Khalida Toumi le souligne souvent, en-dessous des recommandations de l'Unesco, qui invite les pays en développement à consacrer 1% de leur budget national à la culture. L'augmentation des dépenses est rendue nécessaire par la stratégie ministérielle qui, sans promouvoir les actions des citoyens, accapare l'immense majorité des manifestations culturelles (dont les quelque 170 festivals), que ce soit par la nationalisation ou, à l'échelle territoriale, par l'entremise des organismes publics

6. Le chiffre est difficilement vérifiable ; il regrouperait, selon le même article, intitulé « 2 milliards de dollars pour les festivités », les enveloppes allouées pour l'occasion à différents ministères et institutions tels que les ministères de la Jeunesse et des Sports, des *Moudjahidine*, de la Communication, de l'Éducation, des Affaires étrangères, ou la Fédération algérienne de football.

7. Le jeu de mots est courant, voir entre autres Meddi, 2012.

sous sa tutelle, Directions de la Culture ou Office national de la culture et de l'information (ONCI).

Ce monopole est conforté par l'asphyxie progressive du mouvement associatif. Le détail du budget du Ministère de la Culture pour l'année 2012, paru au Journal officiel, montre combien le soutien alloué aux initiatives de la société civile est infime : seul 0,23% du budget total est reversé aux associations à but culturel. C'est dire à quel dénuement sont réduits le secteur culturel indépendant et les projets individuels. Ceux-ci se sont vus encore davantage bridés en 2012 par la loi n° 12-06 du 12 janvier, qui rend extrêmement complexe la création d'associations.

Pour financer une activité culturelle, les Algériens sont donc contraints de se soumettre à l'administration publique ; en effet, le mécénat reste une pratique très peu développée, bien que l'on puisse entrevoir l'espoir d'un changement grâce au décret exécutif n°11-129 du 22 mars 2011 relatif à la déduction des dépenses de sponsoring, de patronage et de parrainage des activités à vocation culturelle, qui favorise l'investissement privé. Cependant, la loi reste peu connue, et son efficacité contestée.

Un discours public marqué par la langue de bois

Les formes de censure et surtout d'autocensure, conséquences d'un système fondé sur la protection, sont particulièrement flagrantes dans la production théâtrale, genre de l'engagement dans la cité s'il en est, et si remarquablement illustrée naguère par les dramaturges algériens, qui se dépolitise et ne quitte plus guère le registre du divertissement (Ingrachen, 2012a), mis à part certaines scènes régionales comme le Théâtre régional de Béjaïa. Exemple emblématique, le TNA, fermé pendant plus d'une année pour restauration, a rouvert ses portes à l'occasion du Festival national de théâtre professionnel. La pièce inaugurale, *El Hasla* de Mahdi Benaâmara, un texte contemporain tournant autour du sujet pourtant politiquement sensible de la privatisation, interprété par le Théâtre régional d'Oran, a été qualifiée de « sketch-chorba télévisuel de troisième degré » par un journaliste de *La Tribune*, qui soulignait sa vulgarité et son manque de profondeur. Symétriquement, depuis le début des années 1980, un nouveau genre de théâtre historique a vu le jour, mettant en scène des *malhamat*, épopées belliqueuses inspirées de personnages historiques (Miliani, 2008), malmenant souvent les faits sans scrupule.

Si le contrôle du théâtre est indirect, celui du Septième Art ne prend pas la peine de se déguiser. Dans les années 1970, les recettes des salles de cinéma (il y en avait 424 au lendemain de l'indépendance) permettaient de financer les productions à hauteur de 80% environ (Chaoui, 2012) ; en 2012, la quasi-totalité de ces salles a disparu du paysage algérien, fermées pendant la décennie noire, et jamais rouvertes malgré les réclamations du Ministère de la Culture, les locaux étant en possession des collectivités locales. D'autre part, la télévision (qui a connu en 2012 une révolution *via* l'autorisation de trois chaînes privées algériennes jusque-là installées à l'étranger, venant briser le monopole de la chaîne unique) ne diffuse que très rarement de fictions, même la chaîne nationale, l'ENTV, pourtant coproductrice de certains films. Par conséquent, la production cinématographique nationale ne peut être rentable ni autonome, puisque sa commercialisation sur le territoire est pratiquement nulle : mise dans l'impossibilité de trouver des spectateurs, elle est aussi soumise au bon vouloir des subventions publiques.

De plus, depuis 2011, tous les films « relatifs à la guerre de Libération nationale ou à ses symboles » sont soumis à l'accord du Ministère des *Moudjahidine* (loi n°11-03 du 17 février 2011), ce qui réduit la marge de manœuvre laissée aux réalisateurs dans le traitement de la matière historique. Aussi Ahmed Rachedi, le réalisateur de l'adaptation du dernier roman de Mouloud Mammeri *l'Opium et le Bâton*, qui s'est lancé en septembre dans le tournage d'un film sur Krim Belkacem, doit-il tourner sous le contrôle d'un représentant dudit ministère. Il a fallu changer le titre initial, *Dhargez* (« C'est un homme », en kabyle), en *Le Lion des Djebels*, et estomper le rôle jugé trop important du personnage d'Abane Ramdane, dont on connaît la triste fin. Il y a fort à parier que ces directives ne soient pas dues à un quelconque scrupule scientifique, mais bien aux exigences de susceptibilités partisans ; ce qui explique que le scénario prenne fin à l'aboutissement des négociations d'Évian et passe sous silence l'assassinat de Krim en 1970. Rabah Zerari, de son nom de guerre Commandant Azzedine, *moudjahid* et coscénariste du film, reconnaissait récemment, avec une grande honnêteté et une pointe d'amertume : « Si je racontais comment Krim Belkacem a été assassiné, il n'y aurait jamais eu de film sur lui. Le scénario s'arrête à l'indépendance, plus précisément aux accords d'Évian. Je vous le redis une seconde fois, si nous étions allés au-delà de 1962, le projet ne serait pas passé, donc pas financé. Cela dit, je souhaite vivement qu'il y ait une suite, tant que je suis vivant.⁸ »

Au moins, le discours officiel est clair : lors du vote de la loi n°11-03, celle qui l'avait proposée, Mme Khalida Toumi, déclarait aux médias : « Quand l'État finance ou contribue au financement d'une production, elle se garde le droit de regard sur ce qui a été fait. (...) C'est celui qui paie qui commande le menu.⁹ » Monopole étatique dans la production de films et incompétence programmée, tels sont les griefs qui ont poussé Ahmed Bejaoui, présentateur pendant 20 ans de *Télé Ciné Club*, l'unique émission de critique cinématographique de la télévision algérienne, consultant auprès du Ministère de la Culture et président d'honneur du FOFA 2012, à se retirer cette même année pour se consacrer à l'enseignement, tant que le gouvernement ne laissera pas le marché innover et se réguler de lui-même pour laisser libre cours à la productivité des cinéastes (Loukil, 2012).

Des particularismes au folklore

Sacralisés, les événements de la Révolution sont constamment évoqués mais ne peuvent être placés sous un regard réellement libre ; *a contrario*, les figures controversées ou les sujets qui s'inscrivent mal dans l'incantation officielle sur l'histoire et l'identité algérienne (les Juifs d'Algérie, par exemple, ou encore les divergences des conceptions politiques des Algériens à la veille de l'indépendance) sont soigneusement évités ou amputés. En effet, l'idéologie dominante, qui fonde l'algérianité sur les deux seuls piliers de l'arabité et de

8. Cité par Yahia Maouchi, sur le site d'information *Algérie News*, « Si nous étions allés au-delà de 1962 il n'y aurait jamais eu de film » <http://www.algerienews.info/si-nous-etions-alles-au-dela-de-1962-il-ny-aurait-eu-jamais-de-film/>.

9. Cité par Thara Elhani sur le site d'information *Tout sur l'Algérie* : http://archives.tsa-algerie.com/politique/cinquante-ans-de-l-independance-le-pouvoir-garde-la-main-sur-l-ecriture-officielle-de-l-histoire_19016.html

l'islamité, s'accommode mal de la diversité culturelle pourtant si chère aux discours officiels ; elle ne peut résoudre ce paradoxe qu'en occultant certains aspects de la mémoire algérienne et en vidant les identités régionales de leur substance. Au musée des Antiquités d'Alger, il y avait une douzaine de stèles hébraïques séculaires, attestant de l'importance de la présence juive en Algérie : elles ont disparu.

La sclérose qui frappe les expressions culturelles régionales participe du même déni. Le Festival de l'habit traditionnel au Palais des Raïs, de la fantasia à Relizane, ou celui de la poterie kabyle à Maâtkas, des dizaines d'événements peuvent être mis en vitrine, qui confondent art, arts décoratifs et artisanat, contribuant à figer ces formes. Ces modes de folklorisation les enferment dans une tradition, rendant difficile le renouvellement ou l'hybridation des genres, phénomène assez bien représenté dans la musique mais très peu dans les autres domaines.

Ces expressions culturelles régionales sont aussi le lieu et le support de revendications politiques qui, elles aussi, contribuent à figer les identités. Beaucoup de ces acteurs militants ne voient dans ces manifestations qu'un complot pour les folkloriser sans tenir aucun compte des préoccupations quotidiennes des gens ni de leurs revendications. Un exemple flagrant est celui de la chanson berbérophone, longtemps porteuse des revendications identitaires de ceux qui ne se reconnaissent pas d'appartenance arabe, qu'ils soient chaouis, targuis ou encore kabyles : depuis l'assassinat de Lounès Matoub, dont le talent poétique n'avait d'égal que l'engagement, les voix revendicatrices ou dissonantes semblent avoir été peu à peu muselées. Les jeunes artistes qui souhaitent chanter en *tamazight* se plaignent de ne pas trouver de studio pour les enregistrer, à moins de se cantonner à des registres de chansons d'amour ou de fêtes de mariages ; progressivement, les grands noms ont fait allégeance au pouvoir et se sont aliéné ceux qui voyaient jusque-là en eux les chantres de leur culture dominée. C'est ainsi que la programmation du Festival de musique *arabe* de Djemila affichait la participation du Chaoui Massinissa et du grand maître de la chanson et de la poésie kabyles Lounis Aït Menguellet, ce qui apparaît comme une contradiction aux yeux des personnes qui se revendiquent d'une amazighité distincte de l'arabité, voire incompatible avec elle : ceux qui n'ont pas boudé le concert ont copieusement hué le chanteur.

Les artistes qui choisissent de rester dans leur pays mais refusent la récupération ou la folklorisation sont la plupart du temps écartés des émissions télévisées et des scènes officielles. Ainsi, en 2012, lors de la préparation du Festival de Timgad qui se tient au cœur des Aurès, les associations locales se sont vu refuser la participation d'artistes chaouis, notamment celle de Djamel Sabri. Ce dernier, pionnier rebelle du rock chaoui depuis les années 1980, chante haut et fort l'amazighité, comme dans sa chanson *Yemma El Kahina* (« maman Kahina »). Cette reine zénète, originaire des Aurès, est une figure de la lutte contre les conquérants arabes, centrale dans la construction identitaire berbère. Elle marque aussi la mémoire judéo-berbère comme une figure de résistance à l'islamisation.

Une culture sans public

Les difficultés de la vie quotidienne, l'insatisfaction sociale et politique se conjuguent à ces visions monolithiques de la culture pour induire une véritable désaffection de l'offre culturelle d'État. Beaucoup d'Algériens, les jeunes en

particulier, attendent de l'art non pas de conforter des mythes étatiques, non pas un divertissement pur et simple, mais une véritable revanche sur le réel ; ou bien ils n'attendent plus.

Ce qui explique que les musées soient vides, les bibliothèques peu fréquentées, mais également que le grand absent des festivals, ces grands festivals censément populaires, soit précisément le peuple : le fossé se creuse entre la société civile et les stratégies culturelles. Le secteur associatif ou privé peut difficilement, dans ce contexte, influencer sur la programmation ou l'organisation. Projetés d'en haut, les contenus proposés sont souvent loin, bien loin des préoccupations et des attentes des Algériens. Ils sont de plus portés par des langues que ceux-ci maîtrisent mal, sans que les institutions jugent bon ou aient les moyens de s'adapter.

Un enseignement artistique en déliquescence

Les artistes algériens incriminent souvent le système éducatif pour expliquer la désertion des lieux culturels, due au défaut de formation et non au désintérêt des gens. En effet, la réforme instituant les activités périscolaires en mai 2011, visant l'éveil culturel des enfants et des jeunes, a fait long feu, par manque de moyens et de formation des enseignants. L'enseignement supérieur en pâtit et peine à recruter : les dix écoles des Beaux-Arts du territoire rassemblent quelque 650 étudiants encadrés par des enseignants au statut précaire (Abrous, 2012) ; et s'il y a un institut d'audiovisuel et un de communication, il n'y a pas, par exemple, d'école de cinéma à proprement parler, et les apprentis comédiens ont le choix entre l'Institut supérieur des métiers des Arts du spectacle et de l'audiovisuel et un Conservatoire central agonisant, tous deux dans la capitale. En outre, il est impossible de se former à certains métiers techniques tels que preneur de son ou accessoiriste, pas plus qu'à des postes de management ou d'administration culturelle. Pourtant, ces établissements sont portés à bout de bras par des corps pédagogiques qui luttent pour redorer leur blason et promouvoir leur ouverture et leur renouvellement.

De plus, la distance grandit entre une grande partie de la jeunesse et les langues de communication scientifique ou culturelle acceptées par les institutions, l'arabe standard et, dans une moindre mesure, le français. Cela complique d'une part les processus d'apprentissage et, d'autre part, marginalise les langues vernaculaires, arabe dit dialectal ou parlers *amazighs* (Taleb-Ibrahimi, 2012). Une expérience littéraire comme celle de Kateb Yacine, qui s'est risqué à écrire en arabe dialectal pour revendiquer une langue proprement algérienne, est restée sans véritable lendemain, rompant un peu plus les liens entre la réalité des Algériens et leur expression artistique.

Festivals fantômes

Cette distance aboutit à une désertion des événements les plus prestigieux eux-mêmes. Les commissaires d'un festival aussi important que celui de Timgad, qui investit un joyau du patrimoine archéologique algérien, ont refusé, malgré les requêtes des habitants des environs, d'inviter des chanteurs des Aurès, arguant que le festival devait honorer son qualificatif d'« international ». Moyennant quoi, lors de la soirée d'ouverture, les discours officiels, les morceaux patriotiques interprétés par l'Orchestre symphonique national et la courte représentation de *chahaba* (danse folklorique chaouïe) n'ont drainé qu'un maigre public. Il a fallu attendre le dernier soir et la prestation du chanteur de raï Kader « Japonais »,

l'enfant de Bab-el-Oued, pour remplir les gradins. Le passage par la diaspora permet, en l'occurrence, de conférer une stature internationale au chanteur. Une promesse d'évolution se dessine pourtant, le responsable du festival ayant déclaré lors d'une conférence de presse qu'ils ouvriraient dorénavant la gestion aux associations.

Plus significatif encore, l'ouverture du Festival de Djemila, pourtant portée entre autres par la vedette Aït Menguellet, a été boudée par le public. La communication désastreuse de l'ONCI, l'absence quasi-totale de publicité contribuent à cette désaffection ; s'y ajoutent une réputation de sonorisation déplorable du plateau et, dans la bouche de certains, le peu de professionnalisme de quelques artistes. La logique de rentabilité n'étant pas de mise, les entrées étant de toute façon gratuites ou très peu chères (300 DA pour Djemila), les organisateurs ne se sentent pas tenus de proposer des programmes attractifs.

L'année 2012 a également été marquée par l'échec total du FOFA. Le compte-rendu de cette manifestation est particulièrement et unanimement dépréciatif. « Un ratage nommé FOFA » titrait *La Tribune*, qualifiant l'événement de « retentissant couac », tandis qu'*El Watan* brocardait cette « mascarade festivalière, la plus catastrophique depuis 6 ans, depuis sa première édition en 2007 »¹⁰ : en effet, outre une sélection hasardeuse des films, choisis, de l'aveu des organisateurs eux-mêmes, sans qu'ils les aient visionnés au préalable, la cérémonie d'ouverture a été un mélange chaotique de discours officiels, de compliments et de congratulations réciproques, et d'hommages à des personnalités dont on découvrait au même moment l'absence.

Le contraire de la démocratisation

Mais les dysfonctionnements d'organisation ne sont rien à côté de cet immense paradoxe : le FOFA apparaît comme un « carnaval sans saveur dans un pays où il n'y a plus de salles de cinéma, ni de circuits de distribution de films, ni d'industrie cinématographique » (Farah, 2012). Outre les sept salles du réseau national de la Cinémathèque, on compte une seule salle « commerciale » à Oran même, pourtant la ville la mieux dotée dans les années 1960, et dix à Alger, grâce à la réouverture après rénovation, en octobre, de *l'Afrique* et d'*Ibn Zeydoune* ; aucune à Tlemcen, Constantine, Tizi-Ouzou : l'immense majorité des jeunes Algériens grandit sans être entrée une seule fois dans un cinéma, et sa seule culture audiovisuelle provient des chaînes satellitaires et de DVD piratés.

Le patrimoine matériel et immatériel de l'Algérie est immense. C'est une banalité que de le dire. Cependant, on ne recense qu'une trentaine de musées, concentrés dans les grands centres urbains ; parmi les petites villes, seule Tizirt-sur-Mer et Beni-Izguen en sont dotées (Ingrachen, 2012b). Et cette trentaine reste la plupart du temps déserte – quand il ne faut pas lutter pour obtenir leur ouverture, comme cela se passe sur la plupart des musées de site – bien que les droits d'entrée aient été jusqu'à ce jour très faibles : jamais plus de 20 DA (moins de 20 centimes d'euro) pour les musées nationaux. Les chiffres sont difficiles à obtenir, mais plusieurs experts s'accordent autour d'une moyenne de fréquentation des musées nationaux de 10 000 visiteurs/an, le musée d'Art moderne d'Alger (MAMA) captant davantage d'intérêt.

10. Samir Ardjoum, « Mauvais sang : Boudj nous a tués », *El Watan*, 28/12/2012.

Cependant, malgré ce constat, un arrêté ministériel signé en mars 2012, publié au Journal officiel du 20 janvier dernier, a multiplié par dix le coût du billet, désormais fixé à 200 DA, et 300 pour les musées labellisés. Les réactions éparses de la presse et les réticences du public à mettre la main à la poche pour s'approprier un patrimoine que, lui répète-t-on à loisir, il a arraché de ses mains aux occupants, ont peut-être induit une évolution inédite : pour la première fois, la diversité des publics est prise en compte par l'introduction de réductions ou de gratuités en fonction de catégories distinctes : seniors, chômeurs, handicapés sont ainsi exemptés des droits d'entrée.

Mis à part la barrière financière, la désaffection des espaces patrimoniaux s'explique essentiellement par deux facteurs : l'absence d'éducation à la culture et le manque d'attractivité des musées. En effet, l'Éducation nationale n'encourage guère les sorties scolaires et la formation artistique en général, malgré les initiatives louables de bon nombre de responsables de musées, qui cherchent à créer des partenariats avec les écoles pour sensibiliser les enfants. Ainsi, le musée national Cirta à Constantine, qui abrite de très belles expositions et de nombreux événements scientifiques, conférences et journées d'études, mais n'a enregistré en 2012 qu'un peu plus de 9 000 visiteurs, a initié depuis quelques années une « valise muséale » destinée à visiter les établissements de la *wilaya* pour des parcours de découverte pédagogiques centrés sur l'histoire ancienne de l'Algérie. Cependant, cette initiative, portée par l'Association des Amis de Cirta, reste fragile, souvent interrompue pour des raisons d'agrément, et surtout peu suivie par les autres musées, notamment à cause du manque de réactivité de la part des institutions scolaires, qui invoquent les difficultés logistiques pour décliner les propositions.

D'autre part, l'encadrement au sein même des musées n'encourage pas le profane : lors de sa visite, il trouve très rarement du personnel qualifié pour le guider et se retrouve livré à lui-même devant des pièces qui restent hermétiques. En outre, les institutions publiques n'investissent guère dans la modernisation de la muséographie et de l'accès à la culture en général, notamment par les technologies de l'information et de la communication, dans un pays où la jeunesse rêve une grande partie de sa vie à travers la Toile. Sur les seize musées présentés sur le site de l'ambassade d'Algérie en France, seuls quatre renvoient vers des sites internet. En réalité, seuls les sites du musée des Beaux-Arts, du musée des Antiquités d'Alger et de Cirta fonctionnent, et leur mise à jour laisse encore à désirer. Le MAMA et le musée du Bardo – fermé pendant six ans – ont créé leur page Facebook, suivies respectivement par 450 personnes et 50 personnes environ, surpassés en cela par des musées de plus petite taille mais manifestement tout aussi dynamiques, comme le musée des Arts et traditions populaires de Médéa, suivi par plus de 500 personnes. Non seulement cela induit une faible visibilité du patrimoine algérien à l'échelle nationale et internationale, mais se pose la question de l'adaptation des pouvoirs publics aux évolutions de la société et celle de la notion de service public.

Un patrimoine en péril

Cette question est régulièrement relayée par des chercheurs, professionnels ou simples citoyens qui s'insurgent contre le traitement réservé aux sites et aux monuments, alors que l'argent coule à flots.

Politiques de préservation déficientes

Dégradations, pillage, vandalisme et incivilités, le comportement des touristes et des populations locales, mal informées, grève chaque année davantage ce legs précieux (Hamadou, 2013). Il faut dire que la protection mise en place par l'État ne parvient pas à surmonter certains obstacles. Disséminées sur l'ensemble du territoire et notamment dans les vastes étendues du Grand Sud, peintures et gravures rupestres du Néolithique et traces des plus anciens habitants de l'Afrique du Nord sont exposées aux intempéries et aux graffitis avec pour seule défense quelques grilles qui n'arrêtent pas grand monde. Ce n'est que tout récemment, au mois d'avril 2013, que le ministère de la Culture, face à l'ampleur des dégâts subis par le site rupestre de Taghit, a promis un programme de catalogage et de protection.

Les vestiges de toutes les époques sont uniformément touchés. Les sites antiques servent d'espace vert et d'aire de pique-nique pour les familles, sans que les gardiens, souvent plus occupés à jouer la police des mœurs, ne s'émeuvent des enfants grimant les gradins des mausolées numides ou des passants gravant leurs noms sur des chapiteaux en marbre. Les *ksour* et les bâtiments en pisé fondent un peu plus à chaque pluie, la *casbah* des bourgs est petit à petit grignotée par le béton, les ruines de Sedrata (Ouargla), au milieu des sables, ou encore la Qalaâ des Beni Hammad, première capitale des émirs hammadites, pourtant patrimoine mondial de l'UNESCO depuis 1980, sont laissées à l'abandon.

Pourtant, 2012 aura été une année faste pour les « programmes de sauvegarde », enjolivant les titres des quotidiens et maintenant l'illusion, rassemblés sous la houlette du Plan permanent de sauvegarde et de mise en valeur des secteurs sauvegardés (PPSMVSS) : le 24 octobre, l'Algérie a créé, en coopération avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), trois « parcs culturels » nationaux dans le Sahara qui viennent s'ajouter aux deux parcs culturels déjà existants, celui de l'Ahaggar et celui du Tassili n'Ajjer. Et surtout, le très attendu Programme de sauvegarde et de mise en valeur de la Casbah d'Alger a été adopté au mois de février, pour fêter le 20^e anniversaire de son inscription au patrimoine mondial de l'humanité : portant bien mal son nom, *El Mabroussa* (« la bien gardée ») n'est plus qu'une vieille dame offrant aux yeux des passants les témoins malmenés de sa splendeur passée. Dévastées par les secousses sismiques, laissées à l'abandon ou au squat, les maisons s'effondrent les unes après les autres, fragilisant l'ensemble de ce bâti compact, sans qu'il y ait d'autre trace de restauration que de simples étais de bois ; 554 bâtisses sont en état de dégradation avancée dont 188 dans un état de dégradation extrême constituant une menace pour leurs occupants, indique un rapport de l'Office de gestion et d'exploitation des biens culturels (OGÉBC) début 2013 ; en mars 2012, c'est un pan entier du mur de la Citadelle qui s'est effondré. Cependant, après trois ans et demi d'enquête pour aboutir à l'adoption de ce programme, il faudra maintenant attendre que l'Agence nationale des secteurs sauvegardés, créée à cette occasion, soit dotée d'un directeur pour pouvoir entamer les travaux.

Mais la réalisation même de ce projet tant attendu inquiète les spécialistes, au vu du manque de professionnalisme qui a caractérisé des restaurations récentes. Les pierres romaines de Tizirt et de Djemila, remontées à grand renfort de béton doivent envier l'oubli où l'antique Tiddis est tombée ; ailleurs, les vaches viennent paître sur les blocs de la *Soumaâ* du Khroub, faisant fi de la clôture de protection inachevée, tandis que la restauration du mausolée royal *Imedghassen*, commencée en 2007 à coups de bulldozer, a dû être interrompue

au vu des préjudices infligés à ce tombeau numide fragile – sa *bazina* éventrée fait l'objet d'une nouvelle campagne de restauration inaugurée début 2012 et déjà dénoncée par le collectif SOS-*Imedghassen*, composé pour l'essentiel de jeunes Algériens de l'université d'Aix-Marseille qui pointent du doigt l'incompétence du bureau d'études choisi, l'absence de toute assise scientifique et l'acharnement contre la mémoire berbère. Pourtant, il suffirait manifestement d'avoir la volonté de faire appel aux savoir-faire présents dans le pays – l'Institut national d'Archéologie a formé depuis des décennies des centaines d'archéologues – ou de former des compétences spécifiques pour obtenir des résultats satisfaisants ; la preuve en est la très réussie restauration du Palais du Bey à Constantine ou plus récemment celle de la basilique d'Hippone, fruit de la collaboration entre les autorités locales, commune et *wilaya* d'Annaba, les ambassades de France et d'Allemagne, le diocèse et une quinzaine d'entreprises majoritairement algériennes en guise de sponsors ; initiés en 2010, les travaux ont été achevés au tournant des années 2012-2013, et la nouvelle basilique Saint-Augustin devrait être inaugurée en octobre 2013.

Malgré de rares cas de cette sorte, qui prouvent que ce ne sont pas réellement les moyens qui manquent, la majorité des sites sont ainsi livrés à eux-mêmes ; quand ce ne sont pas les tentatives de réfection qui viennent les endommager, ce sont alors les pillages. Le trafic d'objets d'art ou de vestiges archéologiques est dénoncé depuis quelques années par les archéologues, mais aussi par ceux qui habitent à proximité des sites. Outre la spoliation, ces vols sont le plus souvent effectués de manière brutale : on ne peut détacher « artisanalement » une peinture rupestre sans l'arracher. Ce faisant, on reproduit des préjudices commis par des Français sous la colonisation.

De l'aveu du chef de la Brigade de lutte contre le trafic des biens culturels à la Sûreté nationale, le commissaire Achour Moulay, ce trafic a considérablement augmenté entre 2007 et 2012¹¹. Pour lutter là-contre, l'Algérie a très tôt ratifié plusieurs conventions internationales relatives à la protection des biens patrimoniaux et s'emploie à former des agents capables de repérer les objets concernés. Certes, beaucoup de ces vols sont le fait de touristes ou de collectionneurs peu scrupuleux ; mais on ne peut cependant pas nier les disparitions fortuites dans les réserves des musées ni le trafic organisé. Depuis 2011, la Libye et la Tunisie voisine ont lancé plusieurs appels pour prévenir le pillage de leur patrimoine ; mais c'est là le fait de pays fragilisés par la conjoncture politique et la résurgence de courants hostiles à toute forme de culture ; ce qui inquiète en Algérie, c'est le caractère banal de ces pratiques. Ainsi, en 2012, l'affaire du masque de Gorgone a semé le doute : cette pièce de marbre blanc, disparue en 1996 du site d'Hippone (Annaba), a été retrouvée en 2011 chez le propre gendre de Ben Ali. Si la culpabilité pèse sans nul doute sur l'ex-président tunisien et sa famille, on se demande au prix de quelle complicité ce bien de 320 kg a pu être emporté à l'insu des gardiens hors des clôtures qui entourent le site.

De l'utilité des festivals pour piétiner l'héritage antique

De manière générale, la politique de l'État vis-à-vis de tout ce qui précède l'occupation arabo-musulmane est pour le moins ambiguë. Si les vestiges des civilisations libyques et libyco-puniques sont peut-être moins connus à

11. Source : Algérie Presse Service.

l'international, les sites d'époque romaine sont reconnus pour leur part comme des merveilles de splendeur et de conservation ; les institutions culturelles ont dès lors décidé d'exploiter l'image de marque de ces sites et leur beauté pour y installer quelques-uns des festivals ambitieux évoqués précédemment, imitant en cela d'autres grands événements, comme le Festival du film de Carthage, le Festival international de Baalbek au Liban ou les Nuits de Fourvière. Le site de *Thamugadi* accueille ainsi le Festival de Timgad depuis 1967 et l'antique *Cuicul* a abrité le Festival de musique de Djemila de 2004 à 2011. Selon le discours officiel, ce qui est recherché par là, c'est « la réappropriation des sites patrimoniaux par les populations locales dans le but de susciter et de développer chez ces populations l'instinct de protection et de sauvegarde des sites »¹².

Mais c'est tout le contraire qui se produit. Pour Timgad, déjà fragilisée par le manque d'entretien et le comportement des visiteurs, le rapport de l'Unesco, daté de 2009, est clair :

« l'organisation d'un festival culturel annuel entraîne un afflux de visiteurs et exerce des pressions sur la conservation du site dues à l'escalade et au piétinement des structures fragiles, aux passages répétés d'engins et de véhicules de service sur des structures vulnérables, aux graffiti, et à la gestion des déchets non-maîtrisée ».

En réponse, le ministère de la Culture a fait construire une réplique du bâtiment de scène intégralement en béton qui, bien que censée se trouver à l'extérieur du site, se campe en réalité sur des strates archéologiques non fouillées, à proximité immédiate des ruines, défigure de façon hideuse le cadre montagneux de la colonie de Trajan et réduit d'autant son potentiel touristique.

Djemila, « la belle », qui figurait, selon les mots de Camus, « le symbole de cette leçon d'amour et de patience qui peut seule nous conduire au cœur battant du monde » (Camus, 1939), a subi jusqu'en 2011 un sort similaire : une structure en métal et béton installée sur l'esplanade des Sévères permettait d'accueillir les festivaliers annuels. Des membres de la société civile avaient obtenu grâce à une pétition la délocalisation provisoire du festival pour l'édition 2012, déplacée dans le stade de Sétif, officiellement pour ne pas déranger la prière du *Taraouih*, la manifestation ayant lieu pendant le mois de ramadan. Entre temps, tout visiteur a pu observer l'importance des dégâts causés par des spectateurs mal encadrés, qui ont entre autres provoqué l'effondrement d'une partie de l'escalier de la *gens Septimia*, ainsi que les résidus du festival de 2011, chaises en plastique et armature métallique « provisoire », qui n'ont toujours pas été ôtées. Mais le répit a été de courte durée, et le festival doit réintégrer Djemila dès juillet 2013. Dorénavant, le théâtre sera construit en bordure du site, mais toujours au cœur même du périmètre protégé par l'Unesco. Le professeur Nacéra Benseddik, archéologue et historienne, qui se bat depuis des années contre ces projets de construction dévastateurs, a soulevé une polémique dans le quotidien *El Watan*, photos à l'appui, dénonçant un projet qui, s'il s'exécute, risque d'endommager des strates archéologiques et livrera les ruines à la merci de 10 000 spectateurs potentiels, sans que ces derniers ne soient avertis de la

12. Réponse à l'interview de N. Benseddik par la cellule de communication du Ministère de la Culture, « Site de Djemila, la polémique continue », *El Watan Weekend*, 27/12/2012.

valeur de ce qu'ils foulent. Aucun site relevant de la civilisation islamique ne bénéficie de cette mise en valeur à double tranchant¹³.

Le gouvernement algérien n'hésite pas à consacrer une partie conséquente de ses moyens au secteur culturel : il en a donné la preuve en investissant généreusement dans la célébration du Cinquantenaire ainsi qu'en s'attirant la bienveillance de l'Unesco par une contribution d'un montant de cinq millions d'euros au Fonds d'urgence. Cependant, loin de redistribuer cette richesse aux acteurs de la société civile ou aux industries culturelles, il semble s'attacher essentiellement à produire aux yeux du monde des garants factices de son dynamisme, quand sa politique volontariste étouffe en réalité les initiatives de la société civile et la dimension contestatrice inhérente à tout art qui ne se satisfait pas du réel.

Obstinations et vitalités créatrices

Conscience citoyenne

Cependant, malgré les difficultés, bon nombre de citoyens, artistes, enseignants et chercheurs, tout en se pliant *a minima* aux contraintes, s'emploient à faire évoluer la situation de l'intérieur. En outre, les Algériens bénéficient d'une liberté de ton certaine, notamment par le biais de la presse qui publie régulièrement des articles de fond sur l'état de la recherche et du secteur artistique et culturel. Tribune des revendications et des propositions, les journaux abritent d'ailleurs une forme d'art qui est peut-être l'une des plus vivantes du pays : les caricatures. Au jour le jour, ces œuvres de petit format, aux reproductions multiples, sur papier ou sur le net, sont celles qui sont le plus vues, rediffusées et commentées notamment sur les réseaux sociaux, et les pseudonymes de Dilem, Ayoub, Vit'amine ou le Hic sont certainement plus connus que celui de Mahjoub Ben Bella, dont les 220 œuvres ont été exposées au MAMA pour la première fois en Algérie du 25 mai au 30 septembre.

Mais au-delà, les citoyens algériens sentent la nécessité de prendre en charge la gestion du secteur patrimonial et culturel. Les pétitions vont bon train, ainsi que les groupes Facebook, s'inscrivant souvent dans des initiatives réfléchies qui témoignent d'un travail de fond sur la question. Ainsi, un Groupe de travail sur la politique culturelle en Algérie a vu le jour fin 2011, constitué d'une centaine de jeunes fédérés autour d'artistes, chercheurs, journalistes et blogueurs ; durant l'année 2012, ce collectif a organisé quatre rencontres ouvertes au public, afin de susciter un débat indépendant des institutions gouvernementales. Organisées dans les sièges de diverses associations et à l'Espace Mille et une News à Alger, elles ont débouché en février 2013 sur une proposition de projet pour une politique culturelle algérienne en accord avec les textes internationaux, désormais disponible sur internet¹⁴. Entre autres jalons, ce projet appelle à la

13. On ne pourra objecter que, par définition, seuls les sites antiques offrent les dispositions nécessaires à des festivals (théâtres ou amphithéâtre) puisque, dans les deux cas cités, ce ne sont pas des bâtiments d'époque mais des structures artificielles, l'une en béton, l'autre en métal, qui sont construites sur le site et utilisées.

14. http://s3.archive-host.com/membres/up/1890583760/Fr_Projet_de_Politique_Culturelle_pour_Algerie.pdf.

décentralisation des institutions et des manifestations culturelles, à l'implication de la société civile, à la reconnaissance vivante de la diversité culturelle sur le territoire algérien et à la définition et protection du statut des artistes.

Certes, ce ne sont encore que des feuilles de route, mais, en considérant l'élan créatif qui parvient à se frayer un chemin dans la conjoncture actuelle, on ne peut qu'imaginer un épanouissement rapide dans un cadre et un contexte plus souple.

Détournements et contournements

En 2012, un certain nombre de citoyens algériens sont parvenus à se tailler une place dans le système ou à sa marge. Des énergies nouvelles détachent peu à peu les institutions de leurs rails et obtiennent le soutien des autorités pour innover dans une certaine limite : ainsi, à l'initiative de Hachemi Ameur, directeur des Beaux-Arts de Mostaganem, 2012 a donné le jour au festival Most'Art, destiné à offrir un espace de créativité et de pédagogie axé sur l'art contemporain. À cette occasion, plus de 80 artistes algériens et étrangers, dont beaucoup de jeunes, ont pu échanger et créer ensemble pendant quatre jours ; mêlant ateliers, conférences, expositions et performances à la Maison de la Culture et à l'École des Beaux-Arts, la rencontre s'est voulue résolument didactique. Animé depuis 2010 par la Biennale méditerranéenne d'art contemporain d'Oran créée à l'instigation de l'association des arts plastiques « Civ.œil » sous le haut patronage du Wali, l'Ouest algérien apparaît ainsi comme une tête de file de la démocratisation de l'art contemporain.

Afin de contourner le contrôle, les jeunes cinéastes se tournent quant à eux de plus en plus souvent vers le court-métrage qui, par le peu de moyens qu'il requiert, leur permet de s'autoproduire ou de monter leur propre entreprise de production sans passer par les financements publics. Bien sûr, il faut encore obtenir le visa d'exploitation, ce qui ne va pas sans mal – en 2012, la toute jeune société Thala Films s'est vu refuser au moins trois autorisations - mais les courts-métrages algériens connaissent un succès certain à l'étranger et permettent à des jeunes de se lancer et d'acquérir une reconnaissance extérieure et intérieure. De nombreuses réalisations algériennes ont été ainsi sélectionnées et primées ces trois dernières années dans des festivals internationaux, notamment *Mollement un samedi matin*, de Sofia Djama, primé en 2012 au Festival du court-métrage de Clermont-Ferrand et tout récemment encore au Festival du film africain de Louxor. À Alger, l'association « À nous les écrans » a organisé en 2012, avec le soutien du Ministère, les 3^e Journées cinématographiques, à l'issue desquelles cette même œuvre a reçu le Prix du meilleur court-métrage. Cette initiative donne surtout à de jeunes réalisateurs l'opportunité d'être formés puis de trouver un espace de rencontre internationale et de diffusion pour leurs travaux.

La censure sur les livres a par ailleurs marqué un net recul en 2012. Seuls 300 livres ont été interdits au SILA, contre 800 en 2011 et 1000 en 2010. Mohamed Benchicou, dont le roman *le Mensonge de Dieu* s'était vu refuser en 2011 l'autorisation de paraître en Algérie, a pu cette année présenter et dédicacer au stand Koukou Éditions *La parfumeuse*, qui lève le voile sur le rôle occulté d'Émilie Busquant, compagne de Messali Hadj. Mais bien que Mme Khalida Toumi récuse le terme de censure, hormis pour des cas bien particuliers (apologie du colonialisme, du terrorisme, etc.), il apparaît malgré tout que tout ouvrage prenant un peu trop de distance avec le récit officiel de l'histoire, le gouvernement en place ou l'islam a du mal à obtenir un numéro ISBN. Du chemin reste à faire

avant que ne coïncide parfaitement la réalité et le slogan du Salon, « Mon livre, ma liberté », mais toujours est-il que celui-ci a battu tous les records en termes de fréquentation : plus d'1,2 million de visiteurs en dix jours. À l'honneur, de grands noms dont le succès a traversé les frontières, comme Yasmina Khadra, Rachid Boudjedra pour la langue française, ou Waciny Laredj et son dernier roman *les Cendres de Myriam* pour la production en langue arabe.

Mais le quantitatif ne peut faire oublier le vide des bibliothèques, et plus encore l'absence de certains auteurs majeurs qui vivent pourtant toujours en Algérie. Ainsi de Boualem Sansal, dont le remarquable roman *Rue Darwin*, paru en 2012 chez Gallimard, n'était pas présenté au SILA, bien que n'incitant nullement au terrorisme ; mais la réception de cet ouvrage au-delà des frontières nationales, dont l'auteur porte peut-être plus haut que tous les autres réunis la réputation de la littérature algérienne d'expression française, montre à quel point il peut être difficile de séparer le politique du littéraire : après sa désignation comme lauréat du Prix du roman arabe, le conseil des ambassadeurs arabes en France, fondateur de cette récompense, a annulé la cérémonie parce que Boualem Sansal s'était entre temps rendu en Israël à l'invitation du Festival international des écrivains de Jérusalem. S'exiler, ou se résigner à produire à l'étranger, tel est le lot de bien des artistes qui refusent de composer tout en revendiquant leur attachement à leur pays d'origine.

Mais si les industries culturelles lourdes, comme le livre ou le cinéma, conduisent le plus souvent à ce type de déchirure, la nouveauté de certaines initiatives et de formes d'art inédites rend plus difficile le contrôle, ce qui leur permet de naître et d'évoluer loin de l'officialisation et de ses conséquences. Trouvant la manière et les moyens, certains surmontent les difficultés. En 2011, à Tlemcen, alors Capitale de la culture islamique, deux jeunes photographes, Saâd Taleb Bendiab et Khalid Mekamcha, ont été frappés du contraste entre les dépenses consécutives à l'événement, que la ministre de la Culture refusait de révéler, et l'état de dégradation du quartier ancien de Derb Messoufa, où se trouve la maison de l'émir Abd el-Kader. Soutenus par « la Grande Maison », ils ont organisé en janvier 2012 une exposition de leurs clichés, intitulée *Du côté de chez vous*, dans le siège de cette association qui organise régulièrement des ateliers de photographie, mais aussi de lecture, de théâtre et d'écriture.

Des associations et des collectifs d'artistes ont créé de façon indépendante des manifestations, comme les journées « Portes ouvertes sur l'art » organisées par le Réseau 50. Le projet de ce collectif d'artistes était inédit et simple en apparence : du 24 au 28 mai, toute initiative scientifique ou artistique souhaitant se rassembler sous leur bannière était la bienvenue, tout en gardant une entière responsabilité pour les contenus et les transactions éventuelles. Il s'agissait de créer une dynamique commune et de décentraliser le plus possible les animations, pour lutter contre l'assistanat, le repli et l'isolement des acteurs culturels, en permettant à des artistes des quatre coins du territoire de monter un événement dans un cadre commun, avec une certaine visibilité. Cette formule a connu un succès étonnant en considération du peu de moyens de financement et de communication dont elle disposait : sur Alger, quatre galeries d'art ont répondu présent et, de Tazmalt à Timimoun, de Cherchell à Constantine, une dizaine d'ateliers de plasticiens se sont ouverts au public, conférences, spectacles, expositions ont été réalisées, le plus souvent dans des hôtels, des restaurants ou des commerces, comme l'imprimerie Selidj, située

à Bouzaréah, qui a accueilli une exposition de deux peintres amateurs tout en proposant une visite guidée de ses installations.

Solidarités régionales

C'est grâce à cette dynamique que les créateurs algériens ont pu, en 2012, se faire connaître. Face aux contraintes idéologiques, bon nombre d'artistes trouvent du soutien par-delà les frontières. La Méditerranée, l'Afrique, le monde arabe ou le monde berbère deviennent ainsi plus que des appartenances, mais des communautés culturelles où partager des contenus en disgrâce sur le territoire national. Cela est particulièrement vrai pour la culture *amazigh* : alors que l'Afrique du Nord accorde une reconnaissance de plus en plus grande aux identités berbères depuis les années 2000, de nombreux artistes algériens tissent des liens avec leurs homologues marocains, tunisiens ou libyens, créant une dynamique inattendue. Auteur de l'hymne contestataire « Pouvoir assassin » et de « *Zenga zenga* », une chanson composée en hommage à la révolution libyenne, le chanteur kabyle Oulahlou a ainsi été sollicité en janvier par le Congrès *amazigh* libyen pour venir célébrer *Yennayer*, le nouvel an berbère, dans la salle du Parlement de Kadhafi à Zawara ; deux mille personnes se seraient déplacées, selon les réseaux *amazigh* qui ont relayé cette information.

À l'ouest, le Festival du film *amazigh* *Issni n'Ourgh* (« Couronne d'or ») qui s'est tenu à Agadir du 26 au 30 septembre, dédié à la lutte pour la libération des Touaregs, a reçu sept réalisateurs kabyles et programmait lors de l'ouverture un documentaire de Tahar Yami sur Matoub. Devant ces velléités de rapprochement entre *Imazighen*, la réponse ne s'est pas fait attendre : au mois de mars dernier, la direction du Festival du film *amazigh* de Tizi-Ouzou, organisé sous l'égide du Ministère de la Culture, a annulé au dernier moment et sans explication la participation de la délégation marocaine (Ouchiken, 2013). Est-ce parce que les décideurs se souviennent que la revendication culturelle du Printemps berbère, devenue, par contrecoup des crispations idéologiques du gouvernement de l'époque, revendication identitaire et politique, joua comme précurseur des événements d'octobre 1988 ? Le clivage est tel que toute aspiration artistique ou scientifique est devenue le ferment d'une contestation profonde.

Ce n'est donc pas une carence de ressources financières ni humaines qui explique le divorce entre les Algériens et les expressions officielles de la culture, mais bien une stratégie délibérée de verrouillage et de contrôle des expressions culturelles de la société algérienne. Ce verrouillage est d'autant plus fort que l'exemple tunisien a bien montré qu'un peuple formé, grâce à un système éducatif qui a fait ses preuves, possède une force de contestation difficile à maîtriser ; au moment où les Tunisiens réclamaient la fin de la dictature, il a été aisé au gouvernement algérien de faire passer les émeutes de 2011 pour des réclamations sur le prix du sucre ou le salaire des postiers. Dès lors, la rente des hydrocarbures a permis non seulement de satisfaire les mécontents, mais également, selon plusieurs témoignages recueillis auprès de ceux qui avaient décliné la proposition, de financer des jeunes pour « casser » les revendications de plus haute volée.

L'illusion entend fonctionner tant à destination de l'international que de la société civile : vacuité de la vie culturelle masquée par une débauche d'événementiel d'une part, néant de la représentativité derrière un multipartisme de façade d'autre part. La symétrie du procédé, qui entretient une frustration

considérable devant l'impossibilité d'accéder au politique, n'a pas échappé aux plus fins observateurs. Ainsi, comme l'épingle le romancier Amine Zaoui dans une chronique du quotidien *Liberté* en date du 11 avril 2013, intitulée « Entre roman, parti politique et pomme de terre » : « Le nombre des partis politiques produits, édités, crédités, publiés, autorisés en Algérie de 2012 est plus élevé que celui des romans publiés, autorisés, diffusés ou lus en Algérie de 2012, toutes langues confondues : arabe, *tamazight* et français ». Ce sentiment d'un déficit considérable de la représentation, tant politique que culturelle n'est pas sans rappeler le rejet par les Algériens des politiques culturelles au service de l'impérialisme français. Il met le citoyen à la merci de toutes les idéologies. En 2012, deux en sortent victorieuses : le discours officiel et celui des fondamentalistes. Jusqu'à présent, le pouvoir en place a su jouer de cette polarité, mais cette situation, fondée sur l'autoritarisme et l'économie de rente, fruit d'énergies non renouvelables, pourra-t-elle perdurer ?

Bibliographie

- ABROUS Mansour, 2012, *Annuaire artistique (arts visuels) de l'Algérie 2012*, édition électronique : http://s3.archive-host.com/membres/up/1890583760/Abrous_Mansour_Annuaire_Artistique_de_lAlgerie_2012.pdf.
- AÏT MOUHOUB Zoheïr, 2012, « 2 milliards de dollars pour les festivités », *El Watan Week-end*, 06/07/2012.
- BENFODIL Mustapha, 2010, « Nos musées sans public », *El Watan*, 21/11/2010.
- 2012, « Acte I : aux origines de l'Homo algerianicus », *El Watan Week-end*, 06/07/2012.
- CAMUS Albert, 1947, *Noces*, Paris, Gallimard.
- CHAOUI Rosa, 2012, « La relance tributaire du public et des salles de projection », *Le Midi libre*, 02/09/2012.
- DESLOIRE Constance, 2011, Dossier « Cinéma algérien : prompt rétablissement ! », *Jeune Afrique*, 09/08/2011.
- FARAH Maâmar, 2012, « Budget invisible », *Le Soir d'Algérie*, 19/02/2012.
- GUIR Shahinez et KESSAB Amar, 2011, « L'art de l'art », *El Watan*, 05/11/2011.
- HAMZI Kamel, 2013, « La très difficile reprise de l'activité de distribution des films », *Maghreb émergent*, 21/01/2013.
- HAMADOU Farida, 2013, « Grands mausolées maures et numides : la plupart des sites livrés au vandalisme », *El Watan*, 31/03/2013.
- INGRACHEN Amar, 2012a, « Y a-t-il une vie culturelle en Algérie ? », *Mon Journal*, 02/01/2012.
- , 2012b, « Musées et TIC en Algérie : la mésalliance », *Le Quotidien d'Oran*, 25/07/2012.
- KESSAB Amar, 2010, « A Showcase for Cultural Diversity : Cultural Festivals in Algeria », in *Mapping Cultural Diversity : Good Practices from around the Globe. A Contribution to the Debate on the Implementation of the Unesco Convention on the Diversity of Cultural Expressions*, German Commission for Unesco / Asia-Europe Foundation, novembre 2010, p. 46-48.

- TALEB Ibrahimi Khaoula, 2012, « L'opposition du français et de l'arabe a cassé l'intelligentsia algérienne », *El Watan*, 09/07/2012.
- LOUKIL Djamila, 2012, « Ahmed Bedjaoui, Président d'honneur du Fofa, à Liberté : « J'espère que le Fofa montera encore en puissance », *Liberté*, 18/12/2012.
- MEDDI Adlène, 2012, « El festi », *El Watan*, 07/12/12.
- MILIANI Hadj, 2008, « Représentation de l'histoire et historicisation du théâtre en Algérie », *L'Année du Maghreb*, IV, p. 67-78.
- OUCHIKEN Sofiane, 2013, « Festival du film amazigh à Tizi-Ouzou : maîtrisé par l'administration, le festival du film amazigh écarte, sur ordre d'Alger, les amazighs marocains. Entretien avec Meryem Demnati », *Algérie Express*, 25/03/2013.
- SERRES Thomas, 2011, « Stratégies contre-révolutionnaires : expérience algérienne et actualité égyptienne », *Article 11*, 27/12/211